

Pour Macron, «la foule» n'a «pas de légitimité» face «au peuple qui s'exprime à travers ses élus»

Article rédigé par *Le Figaro*, le 22 mars 2023

Source [Le Figaro] : Au lendemain du rejet des motions de censure à l'Assemblée nationale, le président de la République a reçu mardi soir les députés et les sénateurs de la majorité à l'Élysée.

Opération câlinothérapie. Après la [non-adoption de deux motions de censure lundi à l'Assemblée nationale](#) contre la réforme des retraites, Emmanuel Macron tenait à remobiliser ses troupes. Mardi soir, le président de la République a donc reçu les députés et les sénateurs lors d'une réception à l'Élysée. Objectif : resserrer les rangs de sa majorité après [l'incompréhension et le désarroi](#) suscité par le déclenchement du 49.3 la semaine dernière. Les parlementaires ont eu beau défendre la méthode du chef de l'État, bon nombre de députés avaient fait part de leur volonté d'aller au vote sur une réforme si emblématique.

Alors que les oppositions ont fustigé ces derniers jours un article constitutionnel synonyme de déni démocratique, Emmanuel Macron a défendu *mordicus* le processus choisi. «*Utiliser la Constitution pour faire passer une réforme est toujours une bonne chose si on veut être respectueux de nos institutions*», a tonné le chef de l'État selon des propos rapportés par des participants.

Car après avoir vu le [gouvernement Borne sauvé de peu à la motion de censure du groupe Liot](#), rejetée à neuf voix, les oppositions y ont trouvé du carburant pour continuer leur combat. «*En démocratie, ça n'est pas parce qu'un texte passe à très peu de voix qu'il est illégitime. (...) Il a été démontré hier qu'il n'y avait pas de majorité alternative à la vôtre*», a ainsi répliqué le président. Lequel montre les muscles face aux [épisodes de violences](#) qui touchent chaque soir plusieurs grandes villes. «*Notre cap est clair. Nous devons garantir l'ordre démocratique et républicain*», martèle Emmanuel Macron, qui refuse qu'«*une forme d'inversion des valeurs s'installe*». Le chef de l'État va même un peu plus loin : il considère même que «*la foule*» n'avait «*pas de légitimité face au peuple qui s'exprime souverain à travers ses élus*» et que «*l'émeute ne l'emporte pas sur les représentants du peuple*.»

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

22/03/2023 01:00